



Pour un débat serein et global sur l'énergie

Depuis plusieurs mois, l'énergie est à nouveau sous les feux de l'actualité : golfe du Mexique, gaz de schiste, crises politiques des pays arabes et Fukushima. Après le tsunami du Japon, nombreux sont ceux qui ont réclamé l'ouverture d'un débat sur le nucléaire : un débat partiel, mené dans la précipitation, souvent en réponse à des préoccupations idéologiques ou électorales, conduit à des impasses. Les défis de l'énergie imposent une réflexion globale et sereine, sur la base de faits, à la lumière des enjeux énergétiques et environnementaux mondiaux.

Un tel débat mérite de prendre du recul et ne peut se limiter à des arguments manichéens : pour ou contre le nu-

cléaire, l'éolien, le gaz de schiste, les biocarburants, le solaire ou le pétrole offshore. Il exige de partager les enjeux auxquels nous devons faire face. Dans sa vision d'un « développement énergétique durable », le

Conseil mondial de l'énergie propose un cadre de réflexion global qui intègre trois dimensions :

Primo, l'accès à l'énergie : plus d'1,5 milliard d'habitants de la planète n'ont pas accès à l'énergie ; la demande mondiale doublera d'ici à 2050, tirée par la croissance des pays en développement, même avec nos meilleurs efforts en matière d'efficacité énergétique.

Secundo, la disponibilité de l'énergie pour assurer la fiabilité et la sécurité de nos systèmes énergétiques : les énergies fossiles assureront, pendant encore plusieurs décennies, une part prépondérante de l'approvisionnement énergétique mondial. Tertio, l'acceptabilité qui englobe les préoccupations sociales ou environnementales, souvent globales comme la lutte contre le changement climatique.

La poursuite de ces objectifs devra guider les réponses apportées aux principaux défis énergétiques.

Les investissements pour relever ces défis sont considérables et il est très important de savoir où il est le plus efficace de dépenser un euro. La rationalité économique de nos choix énergétiques et environnementaux est d'autant plus indispensable que les budgets sont contraints.

L'amélioration de l'efficacité énergétique est prioritaire. Elle doit être favorisée par des politiques adaptées aux conditions locales, à l'évolution des comportements et aux possibilités de financement.

Face aux immenses besoins énergétiques, et comme l'affirme le Conseil mondial de l'énergie, « toutes les options énergétiques doivent rester ouvertes ». Le choix de telle énergie ou de telle technologie est complexe et demeure lié à l'histoire d'un pays, à son développement, à ses ressources ou à sa culture.

L'évaluation de la contribution potentielle de chaque ressource au bouquet énergétique de demain est indispensable : degré de maturité et effort de R & D nécessaire, coûts anticipés, conséquences du déploiement, etc. Des bouquets énergétiques basés, par exemple, uniquement sur des énergies renouvelables sont peut-être envisageables à très long terme ; mais c'est un pari risqué et coûteux à l'horizon 2050. Il apparaît, après l'accident de

Fukushima, qu'une diminution de l'utilisation de l'énergie nucléaire serait principalement compensée par un accroissement de l'utilisation du charbon et du gaz.

Le déploiement des technologies se heurte aujourd'hui de plus en plus souvent à une opposition des populations, à cause des risques ou des impacts environnementaux. Aucune technologie n'est épargnée et le syndrome du « Nimby » (« not in my backyard », soit pas dans mon arrière-cour) constitue un défi majeur pour le développement de toute nouvelle activité économique.

À enjeux mondiaux, raisonnements globaux et réponses souvent mondiales : la coopération internationale aura une place majeure et permettra de réduire les tensions géopolitiques. Les événements récents soulèvent des questions de gouvernance au niveau mondial en matière de sûreté. La gouvernance mondiale est aussi au cœur des négociations climatiques ou commerciales, notamment pour faciliter les investissements adéquats dans l'industrie énergétique.

Les choix énergétiques sont cruciaux pour nos sociétés et le débat est nécessaire : notre responsabilité collective est de l'assurer en toute transparence, en partageant les faits, les chiffres et la méthode. La vraie question est de savoir quelles politiques et quelles régulations fourniront le cadre pour promouvoir une fourniture et une utilisation durables de l'énergie, pour le plus grand bien de tous. C'est un débat difficile auquel les acteurs du secteur de l'énergie, regroupés au sein du Conseil français de l'énergie, sont prêts à contribuer.

* Le CFE est le comité français du Conseil mondial de l'énergie, organisation internationale présente dans près de cent pays (dont deux tiers de pays en développement)

Olivier Appert

Le président du Conseil français de l'énergie* plaide pour une coopération internationale sur ce sujet afin de réduire les tensions géopolitiques.

